Mardi 23 mai – No 892

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Aujourd'hui : cette unité que nous voulons

Les interventions françaises en Afrique et au Liban

Sur le même plan ?

Si l'on excepte les bases outre-mer où elles stationnent en permanence, on peut dire que les forces militaires françaises, les forces militaires de l'impérialisme français sont actuellement déployées sur quatre terrains d'opération hors de nos frontières. Ces quatre terrains qui se situent tous en Afrique ou à sa périphérie, le Tchad, la Mauritanie, le Liban et depuis quelques jours, le Zaïre. Il serait tentant d'assimiler ces quatre interventions en une même analyse, ce serait pourtant un peu rapide. Ce serait surtout ne pas analyser chaque situation concrète et plaquer de manière figée une même réponse à des situations qui, vu de loin, se ressemblent.

L'Afrique et ses environs immédiats est très certainement la région du globe où se concentrent, au niveau le plus aigu, tous les phénomènes qui marquent le monde aujourd'hui. L'Afrique aujourd'hui, c'est d'abord la lutte des peuples. Au Tchad, au Sahara, en Erythrée, au Zimbabwe (Rhodésie), en Azanie (Afrique du Sud), en Namibie et bien sûr, au Moyen-Orient, des peuples entiers se sont levés et se battent les armes à la main contre le colonialisme, l'impérialisme, le racisme et le sionisme. L'Afrique, c'est aussi les vieilles puissances coloniales, principalement la France, la Grande Bretagne, mais aussi d'autres comme la Belgique ou la RFA.

Ces vieilles puissances qui ont perdu leurs empires sous les coups des peuples, ont dû maintenir leur présence sous une forme néo-colonialiste. La plupart des pays d'Afrique ont aujourd'hui acquis leur indépendance, et cela est une excellente chose, mais la lutte continue pour ces pays et pour ces peuples pour consolider l'indépendance politique et économique. Cette lutte prend diverses formes notamment la voie de l'unité du tiers monde qui, à travers des groupements de pays producteurs de matière première, lutte pour réaliser un nouvel ordre économique mondial. Le néo-colonialisme pourtant est encore une réalité qui ne doit en rien être sous-estimée.

L'Afrique enfin, c'est aujourd'hui, comme toutes les régions du tiers-monde, un énorme potentiel de richesses que convoitent les superpuissances impérialistes URSS et USA. Il suffit de regarder l'histoire du continent africain ces cinq dernières années, pour voir qu'en Afrique, c'est aujourd'hui l'URSS qui tente d'imposer sa loi sur l'ensemble de la région. Pour cela, l'URSS s'efforce d'utiliser l'ancien capital de prestige acquis par l'Union Soviétique du temps où elle était encore un pays socialiste. C'est cela qui guide sa tactique : infiltrer sous prétexte d'aide et « *d'internationalisme prolétarien* » des mouvements qui se battent pour une juste cause et les détourner au profit de ses propres intérêts. Les exemples angolais ou éthiopien en sont une claire illustration. Directement ou par le biais de ses mercenaires (il n'y a pas d'autre mot) cubains, elle est venue « proposer ses services » mais toujours en divisant (diviser pour régner, ça ne date pas d'hier) et en dévoyant les luttes au profit de ses intérêts économiques et stratégiques. Quel anti-impérialiste oserait dire aujourd'hui que le peuple angolais est libéré ou oserait soutenir les tentatives de génocide perpétré à l'aide des Soviéto-cubains, contre le peuple érythréen ? C'est une constante en Afrique aujourd'hui. Partout où des peuples se battent pour leur libération, on rencontre des tentatives de l'URSS pour les diviser et tenter de dévoyer leur lutte à son profit.

Suite page 3

• ZAIRE

LES MERCENAIRES KATANGAIS SE REPLIENT

Plus d'une centaine d'Européens et près de deux cents « rebelles » tués : tel est le bilan qui a pu être établi à Kolwezi. Samedi après-midi, les mercenaires katangais avaient quitté la ville, les troupes franco-belges la contrôlaient. Kolwezi ressemblait alors à une ville morte, la population se terrait dans ses maisons.

Dès le matin, l'évacuation des Européens avait commencé vers Kamina puis Kinshasa pour enfin être rapatriés en Europe. Les témoignages des réfugiés montrent quelle attitude ont pu avoir les pseudo-révolutionnaires. En quoi ces massacres peuvent faire avancer une lutte révolutionnaire ?

Kolwezi n'est plus aux mains de ces « rebelles », ils ont dû se replier autour de la ville dans un rayon de 20 km. Si leur première action s'est soldée par un échec dans le sens où ils ont perdu la mainmise sur la ville, tout n'est pas terminé.

Le président de l'OUA, Bongo a condamné l'agression dont a été victime le Zaïre par les mercenaires katangais et regretté que les peuples africains n'aient pas de force militaire autonome pour venir en aide aux pays agressés.

Le président de la Côte d'Ivoire, Houphouet-Boigny a pris, quant à lui, la décision d'envoyer dans la meilleurs délais des vivres et des médicaments au Zaïre pour lui permettre de faire face à la situation.

Les gendarmes katangais ne sont pas des libérateurs, ce sont des mercenaires qui se vendent aujourd'hui au social-impérialisme russe.

• Terrin-Marseille

Les travailleurs repoussent le protocole et poursuivent la lutte

Vendredi matin, les travailleurs du groupe Terrin se sont réunis en assemblées générales séparées, dans les trois grandes usines du groupe pour se prononcer sur le protocole d'accord négocié mercredi et jeudi par, d'un côté les syndicats CGT et CGC, de l'autre par le juge commissaire, les syndics, les représentants des pouvoirs publics et du groupe Terrin.

Bien que la CGT ait présenté les plans du syndic avec une neutralité plutôt favorable, les travailleurs s'y sont opposés et ont voté la poursuite de la grève par 951 voix contre 833.

Ce protocole prévoyait une sorte de préretraite pour les 325 licenciés âgés de plus de 55 ans avec 70 % du salaire. Pour les 500 autres licenciés, une réembauche d'ici à deux ans, en fonction des possibilités après un an de chômage avec 90 % du salaire et un an de stage de formation.

La majorité des travailleurs ont exigé la réembauche des 825 licenciés et décidé de poursuivre la grève reconductible.

Tout au long des assemblées générales, des applaudissements nourris et chaleureux sont allés aux déclarations réclamant la poursuite de l'action. On peut résumer l'état d'esprit des grévistes par cette phrase d'une déclaration faite en asssemblée générale : « *Ne nous laissons pas abuser par l'obtention du protocole, qui ne constitue qu'un premier succès. Nous devons aller jusqu'à la réintégration de nos camarades, sans quoi d'autres licenciements suivront jusqu'au démantèlement de la réparation navale* »...

Par ailleurs, un comité de solidarité s'est constitué sur Marseille-Nord. Une vingtaine de personnes ont assisté à une première réunion au cours de laquelle les ouvriers en grève ont exposé leur lutte.

Correspondant HR

• URSS

Nouveaux procès, nouvelles condamnations

Alors que vient de se terminer le procès Orlov, un responsable du « Syndicat libre » des travailleurs soviétiques, vient d'être condamné à un an de prison pour « *parasitisme* ». Cette condamnation prononcée le 12 mai par un tribunal municipal de Moscou, a été confirmée en appel le 18. Plus d'une vingtaine des fondateurs et animateurs du « Syndicat libre » se retrouvent donc aujourd'hui, sous les verrous, en camp de concentration ou en hôpital psychiatrique.

A Tbilissi, capitale de la Géorgie, se déroule en ce moment le procès pour « *activités antisoviétiques* » de l'écrivain Gamsakhourdia. L'agence Tass a publié des informations selon lesquelles l'accusé aurait fait état de son « *repentir* » devant le tribunal. Ces « *informations* » sont vigoureusement démenties par les amis de l'accusé qui ont déclaré qu'au contraire celui-ci avait affirmé sa volonté de reprendre toutes ses activités dès sa libération. Il risque quatre ans de détention et trois ans d'assignation à résidence.

Le procès, bien entendu, se déroule à huis clos. Mais une soixantaine de personnes manifestant en faveur de l'accusé s'étaient rassemblées devant la porte du tribunal et se sont heurtées au puissant service d'ordre policier qui en interdisait l'accès.

SAKHAROV « HOULIGAN »

L'académicien Sakharov, et sa femme qui avaient manifesté en faveur de l'accusé au procès du physicien Orlov ont été arrêtés sur le champ et condamnés à 15 jours de prison comme « *Houligans* » (voyous).

Mais la police soviétique n'a pas osé leur faire purger cette peine et les a relâchés vingt quatre heures après.

Ainsi deux mois après la fin de la stérile « *Conférence de Belgrade* », les dirigeants révisionnistes du Kremlin démontrent une nouvelle fois que « *l'esprit d'Helsinki* » qu'ils aiment tant invoquer pour les autres ne s'applique pas en tout cas à eux.

CONTESTATION

Les défenses des droits de l'homme dans les pays de l'Est, n'avaient, dès cette époque, pas hésité à qualifier ouvertement de « *lâchage* » les pays occidentaux qui avaient pris bien soin de ne pas indisposer Moscou sur cette question. L'URSS continue de plus belle d'écraser les peuples soviétiques sous son talon de fer et traite tous ceux qui osent revendiquer des droits démocratiques en criminels de droit commun. Les prochains procès d'Alexandre Guinsbourg et Anatole Chtcharanski, ce dernier accusé de « *trahison* » et risquant la peine de mort, iront sans doute dans le même sens.

Mais les nouveaux tsars auront beau faire, la contestation ne cesse de grandir contre leur dictature sociale-fasciste et, fait décisif, elle ne concerne pas seulement les intellectuels démocrates mais aussi la classe ouvrière et les paysans des différentes nationalités soviétiques.

A la sortie du procès d'Orlov, Sakharov est interpellé par la police et condamné à quinze jours de prison.

• Allemagne de l'Ouest

Opposition croissante aux directions syndicales embourgeoisées

Les élections aux comités d'entreprises, qui se déroulent actuellement dans toute l'Allemagne, font apparaître un fait nouveau : le succès de listes oppositionnelles qui se présentent, ici et là, contre celles du DGB (Fédération des syndicats allemands).

Dans les entreprises Thyssen à Duisburg, une « liste de syndicalistes démocratiques » a obtenu 18 % des voix ; chez Reynolds à Hambourg, un militant exclu du DGB a été réélu avec 76 % des voix ; à la KWU de Berlin-Ouest, la liste « Alternative 78 » a eu 24 %, chez Hoesch à Dortmund, une liste oppositionnelle a eu 35 %, etc.

Le succès de ces listes oppositionnelles montrent que ça bouge dans la classe ouvrière allemande. Pendant longtemps, le DGB avait maintenu une situation de quasi-monopole. Réformiste, très intimement lié aux milieux et aux dirigeants sociaux-démocrates, il pouvait museler à sa guise la classe ouvrière. Les choses ont commencé à changer depuis la grande vague de grèves sauvages de septembre 1969 où la classe ouvrière a commencé de relever la tête. Au début de cette année, de puissants mouvements revendicatifs ont éclaté successivement chez les dockers, chez les imprimeurs et chez les métallos. Ils ont montré que les travailleurs commençaient à en avoir assez de ces bonzes bien sapés qui négocient en leur nom avec le patronat autour d'un tapis vert, bien à l'abri des ouvriers.

VOLONTÉ DE LUTTE ET DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

Les élections qui se déroulent actuellement confirment cet essor de la volonté de lutte des travailleurs. De plus en plus, ils veulent prendre leurs luttes eux-mêmes en mains et ne font plus confiance à des bonzes qui ne défendent pas leurs intérêts.

Ainsi, les représentants de la liste « Kontra », qui a obtenu 20 % dans une entreprise de Berlin-Ouest, écrivent dans un tract : « *Nos décisions, nous les prendrons dans des discussions précises avec les travailleurs, et nous nous mettrons le plus possible au courant des problèmes des différents ateliers. Mais nous ne nous faisons pas d'illusions, nous avons beaucoup de pain sur la planche, et les anciens délégués au comité d'entreprise nous combattrons par tous les moyens c'est pour cela que nous avons toujours besoin du soutien des ateliers.* »

• URSS

Des fonctionnaires-espions

Deux fonctionnaires soviétiques auprès des Nations-Unies ont été arrêtés ce week-end dans le New-Jersey (USA).

Chernyayev, employé au service du personnel du secrétariat de l'ONU à New-York et Enger, adjoint du sous-secrétariat néral, sont accusés d'avoir transmis des secrets de la Défense nationale américaine à l'URSS. Un troisième soviétique, Zinayakin, bénéficiant de l'immunité diplomatique, a été accusé de complicité mais laissé en liberté. Tous risquent une peine d'emprisonnement à vie, qu'ils ne purgeront très probablement pas, CIA et KGB procéderont discrètement et régulièrement à l'échange de leurs espions démasqués.

En Espagne, Youri Popov, fonctionnaire de l'ambassade soviétique à Madrid, accusé d'espionnage économique, a été expulsé ce week-end du pays.

C'est le quatrième fonctionnaire de l'ambassade soviétique à Madrid à faire l'objet d'une mesure d'expulsion pour un motif semblable depuis un an.

300 000 travailleurs colombiens en grève

Depuis plus d'une semaine, la Colombie est le terrain de luttes importantes. Il y a maintenant huit jours, une grève partielle des transports urbains paralysait la capitale. Les travailleurs qui réclamaient une augmentation de salaires de 50 % ont qualifié cette grève d'avertissement.

Le gouvernement ne voulait céder que 20 %. Les travailleurs ont alors décidé de lancer une grève dans tout le secteur public pour le jeudi suivant. Le gouvernement a réagi en brandissant la menace du licenciement en cas de grève. L'armée continuait de patrouiller dans les principales villes du pays. Rappelons que la Colombie est sous le régime de l'état de siège depuis deux ans.

Mardi et mercredi, se sont produits de violents affrontements entre les manifestants et les policiers dans différents endroits du pays. Deux étudiants ont été tués : un lycéen tué par balles à Medellin et un autre étudiant tué à Cali. Deux-cents personnes ont été arrêtées à Bogota. Malgré cela, plus de 300 000 travailleurs ont répondu à l'appel des syndicats et ont fait grève jeudi.

Les 6 000 employés du registre électoral ont décidé de se mettre en grève illimitée face au refus du gouvernement de donner suite à leurs revendications alors que des élections présidentielles doivent se dérouler le 4 juin prochain.

• Brésil

Les grèves «illégales» se poursuivent

Les travailleurs métallurgistes de Sao Paulo sont en grève depuis plus d'une semaine maintenant pour des augmentations de salaires. Le gouvernement a fait savoir qu'il ne changerait pas sa politique salariale d'ici cinq à dix ans et que donc, il ne donnerait aucune suite aux revendications des grévistes qui, cependant, ont poursuivi leur mouvement..

Le gouvernement a alors décrété que ces grèves étaient illégales et a décidé de répondre par la force aux exigences légitimes des travailleurs qui sont contraints de vivre dans des conditions difficiles dans un pays où les droits de l'homme sont chose inconnue.

Dans le même temps, le gouvernement faisait des déclarations laissant supposer une plus grande libéralisation. Déclarer les grèves ouvrières « illégales » est sans doute une des premières mesures de libéralisation !

Grèves et manifestations au Pérou

4 manifestants tués, de nombreux blessés

Au Pérou, les grèves et manifestations se poursuivent dans les principales villes du pays contre l'augmentation de 60 % des prix des denrées de première nécessité et des transports urbains, augmentations qui grèveraient sérieusement les budgets déjà faibles des travailleurs.

Arequipa, la deuxième ville du pays a été totalement paralysée par les grèves qui ont affecté les industries, le commerce et les transports. Des heurts très violents ont opposé les grévistes à la police. De nombreux manifestants ont été arrêtés.

Cuzco, la capitale du Sud-Est et Chimbote, centre sidérurgique et port de pêche ont été très touchés par ce mouvement de grève. Là encore, plusieurs manifestants ont été blessés.

A Huanuco, la police a tué quatre manifestants et en a blessé quatorze.

Mercredi, l'armée a été appelée à intervenir pour venir en aide à la police qui est débordée dans les villes de Cuzco et de Arequipa.

Les interventions françaises en Afrique et au Liban

SUR LE MEME PLAN ?

Suite de la page une.

Cela ne veut toutefois pas dire, et de loin, qu'elle y réussisse toujours. De plus en plus nombreux sont ceux qui ouvrent les yeux sur ces manœuvres. Il n'en reste pas moins que Moscou mérite pleinement son titre d'ennemi le plus dangereux des peuples d'Afrique.

C'est dans ce cadre qu'il convient de replacer les interventions françaises en Afrique si on veut pouvoir les analyser, voir ce qu'elles ont en commun et voir en quoi elles divergent.

Un point que ces interventions ont en commun, c'est leur motivation fondamentale. La France est un pays impérialiste et c'est en tant que tel qu'elle agit. On peut dire que dans tous les cas il s'agit de sauvegarder les intérêts économiques ou politiques de l'impérialisme français. On peut cependant voir qu'il existe entre ces différentes interventions des différences importantes du point de vue du sens dans lequel elles vont.

Au Tchad tout d'abord, il s'agit là de maintenir un régime néo-colonialiste contre la volonté d'un peuple qui lutte les armes à la main depuis des années. Quoique veuille faire croire Malloum, il ne s'agit là en rien d'une agression extérieure mais bien d'une lutte populaire sur une base d'indépendance nationale, que combattent les troupes françaises afin de sauvegarder, avec le gouvernement Malloum, les intérêts français dans la région.

– En Mauritanie également, l'impérialisme français intervient directement contre un peuple en armes. Là cependant, la situation est un peu différente. C'est contre l'armée du peuple saharaoui que s'acharnent les « *Jaguars français* ». De même que les Soviéto-cubains, pour s'assurer leur position ailleurs soutiennent Mengistu dans son entreprise de génocide du peuple érythréen, là l'armée française aide la Mauritanie à « *régler* » le problème saharaoui, « *règlement* » qui lui permettra enfin d'exploiter tranquillement son territoire au plus grand bonheur des sociétés françaises de fer et de phosphate.

Ces deux cas ont un point commun. L'armée française intervient directement contre une guerre populaire, contre un peuple en armes luttant pour son indépendance. Nous devons exiger l'arrêt immédiat de ces agressions et le retrait immédiat des troupes françaises. Voyons maintenant les deux autres cas.

– Au Sud-Liban. C'était un vieux rêve de Giscard d'intervenir dans le conflit libanais, histoire de « *montrer au monde que la France est toujours présente* » mais aussi et surtout pour asseoir sa politique arabe. La concurrence économique dans le monde arabe entre la France et les USA est assez connue pour que l'on n'y revienne pas. De marché du siècle en marché du siècle, de YF15 en Mirage 4 000 il n'en reste pas moins qu'au Liban, les troupes françaises sont envoyées au sein d'une mission de l'ONU et que c'est dans le cadre de cette mission qu'il nous faut l'analyser. Or, de quoi s'agit-il ? De veiller au départ des troupes sionistes du Sud-Liban, et c'est tout... L'OLP a d'ailleurs à maintes reprises réaffirmé son soutien à cette mission dans la mesure où elle s'en tenait à son cadre. « *L'OLP*, a dit dimanche 21 mai Farouk Kaddoumi, chef du Département politique de l'OLP, *apportera tout concours nécessaire à l'accomplissement de la mission de la FINUL, à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à son droit d'être présent dans cette région.* »

En ce qui nous concerne, tout en restant extrêmement vigilant, nous considérons que l'OLP est la mieux à même de juger où se trouve les intérêts du peuple palestinien et le rôle que remplissent les Casques bleus, en particulier français.

– Au Zaïre, enfin. Le Zaïre, un pays du tiers monde, un pays indépendant, un pays qui a été entièrement ruiné, il y a deux ans par la chute du prix du cuivre sur les marchés de l'impérialisme international. Un pays qui, pour la deuxième fois depuis un an est victime d'une agression venue de l'extérieur et dirigée par Moscou. De par ses richesses naturelles et de part sa situation stratégique qui lui permettrait de couper l'Afrique en deux, le Zaïre est devenu une des principales cibles de l'URSS dans son plan de domination de toute l'Afrique. Mise à part toute raison humanitaire invoquée, quel rôle objectif remplit l'intervention française ? Contre qui est-elle principalement dirigée ? Pour répondre à cette question, il faut répondre à une autre. Des militaires venus d'Angola où ils résident depuis vingt ans pour certains, depuis toujours pour les plus jeunes, des militaires qui ont été entrainés et encadrés par des soldats cubains et est-allemands afin de jouer la masse de manœuvre des entreprises de destabilisation de Moscou dans la région, peuvent-ils être considérés comme l'émanation du peuple zaïrois ? La réponse se trouve autant dans leur comportement que dans leur isolement par rapport au reste du pays.

On peut donc dire que ce n'est pas contre le peuple zaïrois qu'est tournée cette intervention mais contre une tentative soviétique de mainmise sur un nouveau pays.

Bien sûr, si la France intervient ainsi, à la demande du gouvernement zaïrois, c'est dans la perspective de protéger ses intérêts néo-colonialistes. Mais c'est bien l'URSS qui constitue actuellement, par ses entreprises hégémoniques et agressives, le principal danger pour les peuples et pays de cette région d'Afrique, notamment pour le Zaïre.

Tant qu'elle se borne à s'opposer à l'agression des gendarmes katangais et du social-impérialisme, l'intervention française aide objectivement le Zaïre à résister à son principal ennemi du présent.

L'intervention des casques bleus au Liban...

... n'a pas le même caractère que les bombardements des Jaguars contre les peuples saharoui et tchadien .

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
Profession .....

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

L'UNITE QUE NOUS VOULONS

La grève de la RATP à Paris, comme bien d'autres encore, peut en fournir un bon exemple : la classe ouvrière veut l'unité. Le fait que la RATP soit divisée en plusieurs dépôts, l'existence de divisions entre les syndicats, les jaunes qui continuent de travailler sont autant de divisions que les grévistes doivent combattre pour gagner.

En effet, au delà des divisions en différents partis, en différents syndicats, en différents métiers, le intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes. Fondamentalement en France, il y a deux classes : la bourgeoisie et le prolétariat.

La classe ouvrière est la classe la plus révolutionnaire. Celle qui a le plus intérêt à lutter contre la bourgeoisie et pour le socialisme. C'est celle qui n'a à perdre que son exploitation avec le capitalisme et qui a tout à gagner, un monde à gagner, avec le socialisme.

Mais il existe d'autres couches et d'autres classes sociales, qui ont au fond les mêmes intérêts que la classe ouvrière : les petits et moyens paysans, les employés, les petits commerçants, les ingénieurs, techniciens et cadres, une grande partie des intellectuels. Comment faire l'unité de la classe ouvrière et l'unité de ces autres classes et couches autour d'elle ?

Avant, il y a plusieurs dizaines d'années, le PCF appelait à faire l'unité « classe contre classe » autour de la classe ouvrière. Aujourd'hui, il a officiellement rejeté ce mot d'ordre. Le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) l'a repris à son compte.

Unir toute la classe ouvrière et ses amis dans la lutte « classe contre classe », c'est avant tout lutter contre la bourgeoisie. Cette unité là se construit dans les assemblées générales, aux piquets de grève, dans les manifestations, quand une classe se dresse en lutte contre une autre.

Quand les ouvriers essaient de faire l'unité dans une grève, quand des paysans viennent soutenir des ouvriers grévistes, quand des employés ou des cadres viennent se joindre à la grève, il se construit une véritable unité de classe.

Parfois au cours d'une lutte, tel ou tel dirigeant syndical se place de l'autre côté, dans l'autre classe, contre les grévistes. Par ailleurs, les dirigeants du PCF ou du PS ne veulent pas de cette unité « classe contre classe ». Ils ne veulent qu'une unité électoraliste de sommet. Quand des gens se placent de l'autre côté de la barrière, nous en prenons acte et nous les combattons comme tels. C'est cela aussi « classe contre classe ».

Dans cette lutte « classe contre classe » face au gouvernement Giscard-Barre, nous renforçons notre unité et notre connaissance de la lutte. C'est ainsi que nous préparons le socialisme qui sera l'État de la classe ouvrière avec l'aide des autres classes révolutionnaires.

Philippe LECLERC

(Demain : Nous entamerons une série en trois articles sur les rapports entre le PCF et le PS).

• Région de Dijon

GREVE VICTORIEUSE AUX ABATTOIRS DE DIJON

Les travailleurs des abattoirs de Dijon (manœuvres, tueurs, tripiers) se sont mis en grève le 12 mai pour obtenir le 13e mois et une augmentation des salaires.

La direction, après avoir fait la sourde oreille, a finalement cédé dans l'après-midi. Les travailleurs, qui ont obtenu 10 % d'augmentation et 1 500 F de prime annuelle, ont repris le travail.

GREVE A LA BAP DE CHEVIGNY-ST-SAUVEUR (COTE D'OR)

La BAP (Société bourguignonne d'applications plastiques) est une des plus grosses entreprises de Côte d'Cr (900 employés). Filiale du groupe international Solvay et Cie, elle fabrique des bouteilles en plastique à partir de compounds vinyliques fournis par Solvay-Tavaux.

A l'appel des sections CFDT et CGT, les travailleurs sont en grève depuis le 9 mai sur les revendications suivantes :

1– Réduction du temps de travail hebdomadaire, 5e semaine de congés payés.

2 – Amélioration du pouvoir d'achat : augmentation des salaires sur la base du coefficient 100 à 2 400 F. Un véritable 13e mois.

3 – Extension du droit syndical.

Les grévistes (75 % du personnel) ont décidé la reconduction du mouvement pour le 16 mai.

AUGMENTATION DU CHOMAGE EN BOURGOGNE

D'après les chiffres (officiels...) rendus publics par la direction régionale du travail et de la main-d'œuvre, le chômage s'accroit en Bourgogne. A la fin du mois de mars, 22 000 personnes étaient à la recherche d'un emploi en Bourgogne (chômeurs officiels) soit 3,6 % de la population active. Les départements les plus touchés sont la Saône-et-Loire et l'Yonne. L'augmentation des demandes d'emploi pour la région était de 11,5 % pour le mois de mars par rapport au mois précédent.

LICENCIEMENTS

Les patrons de Vernet-Industries (machines-outils) ont décidé le licenciement de vingt personnes ; c'est la poursuite de la liquidation de l'entreprise, la direction estimant qu'elle ne rapporte plus assez de profits.

Déjà, l'horaire hebdomadaire était passé à 34 heures en décembre 1976 et dix personnes avaient été « remerciées » l'an dernier.

Chez Nobel-Explosifs, à Lamarche-sur-Saône, ce sont six licenciements qui sont prévus. Ces licenciements sont la suite de ceux effectués le mois dernier à La Kinsite. Plusieurs centaines de personnes qui travaillent dans la poudre-explosifs dans le canton de Pontailler-sur-Saône sont menacés par des « dégraissages » et autres compressions de personnel.

Les hospitaliers de Ste-Anne à la manifestation nationale

Farandole et combativité !

En grève depuis le 16 mai (voir HR No 890) pour obtenir, entre autres, plus d'effectifs, la titularisation des auxiliaires, la prime de 250 F, les grévistes se sont servis de la journée nationale des hôpitaux pour faire une manifestation de lutte.

En effet, parmi les revendications, figure depuis très longtemps, la mécanisation du transport de l'alimentation dans les services. Jusqu'ici on fait le transport dans de vieux chariots en bois vétustes, anti-hygiéniques et rien de sérieux et de concret n'a été fait pour les remplacer. Nous sommes allés à la manifestation parisienne en amenant avec nous les chariots peints décorés avec nos revendications. Pendant le cortège, une grande combativité nous anima et du même coup, des hospitalisés de Ste Anne sont venus avec nous. En plus des slogans sur les effectifs, les crédits pour la santé, nous avons crié : « Maladie mentale, malade du capital ! », « Pas de compromis ! Nous ne sommes pas des gardes-fous ! Non à la camisole chimique, physique, sociale ! »

Arrivés au Ministère de la Santé, après avoir fait une farandole avec les chariots, auxquels d'autres camarades des hôpitaux de province se sont joints, nous avons décidé de laisser les chariots sur place, de ne pas les ramener à l'hôpital. Ainsi nous ne nous servirons plus de ces chariots d'un autre âge.

L'enthousiasme fut si grand, si fort que nous sommes rentrés en continuant la manifestation dans le métro.

Beaucoup de grévistes se sont aperçus que, lorsque l'on ose lutter, on peut vaincre, en se servant d'une manifestation nationale (qui trop souvent sont des balades) comme action concrète de lutte. Maintenant il y a des camionettes louées par la direction, c'est déjà une victoire sur la revendication de la mécanisation. La grève continue et va se durcir.

Les travailleurs marxistes-léninistes de l'Hôpital.

• Eurostar-Survilliers (Val-d'Oise)

Petits patrons, même race que les grands

Il y a un an, la direction licenciait un des nos camarades pour incapacité de travail, suite à une chute de mobylette. La direction disait : nous ne voulons pas que cet ouvrier se tue ici, regardez, comme il boite. Alors, ces patrons très humains le licencièrent, « C'est mieux, non ? ».

Aujourd'hui, ce camarade est toujours sans travail. Le jour du licenciement, les travailleurs s'opposèrent au licenciement et des débrayages eurent lieu, ainsi qu'une proposition de reclassement pour notre camarade. La direction refusa le reclassement et mit à pied un délégué pendant cinq jours.

LA DÉMAGOGIE

Aujourd'hui, la justice bourgeoise donne raison aux patrons : nous avons perdu le procès que nous avions engagé. Au tribunal, notre patron s'est fait passer pour un père de famille toujours attentif à ses ouvriers, il ne comprend pas les débrayages de ses ouvriers, alors que pour lui, il n'a licencié personne, il a rendu service à un travailleur en lui évitant de se tuer.

Pourtant, tous les jours, il nous assassine. Voilà un échantillon de notre travail : le noir de carbone donne la silicose, les silices du talc détruisent les poumons. La fibre de verre donne des boutons, des lésions de la peau, l'iodure de cuivre (10 à 15 grammes) donne la mort si l'on en absorbe. Ce n'est pas sans peine que nous avons eu ces renseignements et nous ne connaissons pas toutes les compositions des saloperies que nous employons.

Oui, ce sont ces nouveaux patrons progressistes et paternalistes qui ont les mêmes intérêts que les grands : le profit. Ils viennent de nous démontrer qu'ils emploient les mêmes méthodes qu'ailleurs pour arriver à leurs fins.

LA PRISE DE CONSCIENCE

Il faut que les travailleurs prennent conscience de cette mascarade ; hier, les patrons payaient le champagne au réfectoire pour mieux cacher leur vrai visage. Nous avons mis nos camarades en garde. Aujourd'hui, ils sont démasqués. Les travailleurs ont compris que : petites ou grandes usines, même patrons.

La justice, parlons-en, au service des bourgeois, l'inspection du travail, une illusion pour les ouvriers. Tout cela, les travailleurs d'Eurostar le découvrent, le comprennent.

Alors, malgré un second licenciement qui a eu lieu il y a quinze jours, nous sommes décidés à faire face. Ce n'est pas simple, la direction accentue les difficultés, nous avons décidé de progresser, d'avancer et c'est avec le désir d'unité des ouvriers, des employés, de tous ceux qui ont les mêmes intérêts que nous que nous nous battrons pour faire aboutir nos justes revendications. Voilà, vous avez un aperçu d'une petite entreprise de 40 à 50 personnes, petite entreprise libérale en apparence... seulement en apparence.

• Dijon-Mâcon

4e semaine de grève chez Dehe

Malgré l'intervention des flics à Mâcon pour dégager le matériel, le moral des grévistes est toujours bon et leur détermination intacte.

Ainsi, à Mâcon, M. Jacques Dominati, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, qui venait se rincer le gosier et accessoirement inaugurer la foire nationale des vins a eu la surprise de se faire accueillir par les grévistes et la CFDT, qui tenaient un rassemblement permanent devant l'entrée... Le petit blanc de Mâcon a dû lui peser sur l'estomac !

A Dijon, les flics ne sont pas encore intervenus, mais la menace pèse..., d'autant que ceux-ci ont l'intention d'expulser de leurs wagons-dortoirs tous les grévistes. Cela, en vertu du droit du patron de jeter à la rue les travailleurs de qui il perçoit d'ailleurs 8 000 000 F, par mois et par wagon.

Les grévistes de Dijon ont organisé, avec les syndicats cheminot et bâtiment CFDT, un rassemblement, mardi 16 à 18 h 30, à l'ancienne gare de Plombières Canal, où se trouvent les wagons-dortoirs.

Les grévistes ne sont plus seuls, puisque les travailleurs immigrés de Bonandrini, qui vivent dans les mêmes conditions et font le même travail, se sont mis en grève dès leur arrivée à Auxonne, pour des conditions de logement décentes : ils logent eux aussi dans des vieux wagons sans douches, sans WC, avec des trous partout...

Les communistes marxistes-léninistes de Dijon ont appelé les travailleurs à participer massivement au rassemblement organisé par les grévistes de chez Dehe.

Correspondant HR Dijon

• Le Marais-Paris

«Ils voudraient qu'on accepte de ne plus exister»

Suite aux expulsions du 12 mai (voir HR No 888), la mobilisation se poursuit dans le quartier du Marais. La solidarité entre les habitants se développe.

Après la manifestation du 12 mai, qui répondait du tac au tac aux expulsions du matin, l'Intercomité organisait le 17 une réunion publique pour expliquer la situation et dégager les perspectives d'action.

La salle de la rue des Lions Saint-Paul était pleine à craquer, de nombreux habitants étaient venus apporter leur soutien aux expulsés.

– la Ville de Paris et les promoteurs veulent finir de « *nettoyer* » le quartier des travailleurs. « *Ils voudraient qu'on accepte de ne plus exister* ». Telle était la position unanime des habitants. « *Nous avons repoussé toutes les attaques et toutes les manœuvres, c'est pas aujourd'hui qu'on va se laisser faire.* »

– Plusieurs interventions ont remis en question les offres de relogement de la Ville à la famille Saada, qui visent à la mettre à l'écart du quartier et à faire un exemple. La Ville de Paris et les sociétés de rénovation marchant la main dans la main pour chasser les habitants du quartier et tenter de briser leur lutte unitaire.

– L'attitude des partis bourgeois a été fermement dénoncée. « *On n'a pas de soutien réel du PS et du PC. Ils refusent de défendre nos revendications au conseil de Paris.* » Un militant du PS du centre de Paris a apporté son soutien mais n'a pu expliquer l'attitude des élus de son Parti. Après quoi, un communiqué du Comité de Paris Eugène Varlin et la cellule locale Maurice Audin du PCMLF a été lu, apportant un soutien total à la lutte des habitants du Marais et à l'organisation qu'ils se sont donnés, l'Intercomité. La section CFDT du BHV a également apporté son soutien.

– Beaucoup de personnes âgées du quartier étaient présentes, très déterminées. « *Je suis retraitée, mais je me battrai. Je suis même prêt à faire quinze jours de tôle s'il le faut* » a par exemple déclaré l'une d'elles. Un postier a expliqué que la plupart de ceux qui travaillent dans le centre de Paris, habitent en banlieue, il a dit : « *Il faut unifier les luttes entre les habitants et les travailleurs, nous voulons habiter près de notre travail* ». D'autres interventions ont montré que les problèmes du Marais étaient aussi ceux d'autres quartiers de Paris, qu'il fallait coordonner les luttes contre la bourgeoisie qui expulse de plus en plus. L'idée d'une grande manifestation sur le logement semblait faire unanimité.

– « *Nous nous battrons pour rester dans notre quartier et pour imposer à la Ville de Paris, le respect de la loi de 1948* ». L'Intercomité a montré comment la bourgeoisie piétine chaque jour cette loi. Le projet de transformer le Marais en quartier d'antiquitaires et de magasins d'art (où seules des œuvres originales pourront être vendues !) a été exposé, avec des documents officiels à l'appui. Les habitants étaient révoltés par le cynisme de la bourgeoisie, l'un d'eux a exprimé le sentiment général en disant qu'il faudra peut-être passer à des formes de lutte plus radicales...

– Comme si les expulsions ne suffisaient pas, l'attentat à la bombe d'un groupuscule fasciste, dans la nuit du 18 au 19, contre le local de la Fédération nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes, au 60 rue François-Miron, est venu renforcer le climat de peur dans le quartier. Mais les habitants du Marais ne baissent pas les bras, ils sont plus décidés que jamais à faire respecter leur droit de vivre dans le quartier. Ils appellent tous les travailleurs de Paris à les soutenir.

Développons la solidarité active contre la bourgeoisie qui exploite et qui expulse, préparons une riposte massive !

Correspondant HR
Paris-Centre

• Hôpital La Colombière-Montpellier

La grève continue

La direction a déjà cédé sur plusieurs points

Le 11 mai, la grève a débuté à l'hôpital psychiatrique de La Colombière à Montpellier (et non le 11 mars comme il a été indiqué dans le No 890 de notre journal). Il y avait ce jour-là 25 % de grévistes, 30 % le 12 et 40 % le 16.

Le pourcentage de grévistes peut paraitre modeste mais le fait important, c'est qu'on n'avait pas vu cela depuis 1968. Partis en grève le 11 mai, les employés, ouvriers, infirmières, infirmiers et élèves-infirmières ont décidé de reconduire la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

LES REVENDICATIONS

Il y a le paiement des 13 heures dues depuis 1968, intégrées au salaire pour tous 2 500 F minimum pour tous, paiement des journées de grève. Les travailleurs exigent aussi un self pour le personnel et les malades, la suppression de la pointeuse, le retrait des vigiles qui patrouillent la nuit dans les allées de l'hôpital. La grève a été déclenchée par la CGT et la CFDT. Des syndiqués FO y participent.

La direction a été visiblement très surprise. Depuis, elle a cherché à gagner du temps, repoussant les négociations, intervenant dans les assemblées générales, appelant les flics.

Toutefois, la détermination des grévistes l'a obligée à céder sur quelques points : ouverture d'une crèche dans l'hôpital, choix des jours fériés et des congés annuels par le personnel et suppression de l'examen de passage de première en deuxième année pour les élèves-infirmières, droit de réunion sans les moniteurs de cours.

• Warin-Vertou (près de Nantes)

5e semaine de grève

Dans la zone industrielle de Vertou, près de Nantes, Warin, est une entreprise familiale dont le siège est à Paris et qui a plusieurs dépôts en France. On y conditionne des flacons et accessoires pour pharmacie et laboratoires médicaux. Le personnel compte cinq à six employés de bureau, deux agents de maitrise, des représentants et seize ouvrières à la production, payées 1 700 F par mois pour 42 h par semaine, sans prime ni avantages sociaux. On comprend la rapide fortune du patron !

Mais les travailleurs ont monté une section CGT en décembre 1977. La direction ayant répondu par la négative à quatre reprises, c'est donc la grève, depuis le 19 avril pour :

– 1 franc de l'heure d'augmentation, le 13e mois, une prime de vacances...

Le patron est sans doute un nostalgique du féodalisme. Il ne « voit » pas de quoi les travailleurs se plaignent : « *Ils ont tous leur frigo et leur télé* » dit-il. Il a appelé les flics un jour où des travailleurs d'usines voisines étaient venus montrer leur solidarité, financière comme morale : on peut pour cela écrire à la section CGT, parc de Vertonne 44120 VERTOU

Souscrivez et faites souscrire

Nous demandons aux lecteurs, groupes de lecteurs et aux organisations de base des communistes marxistes léninistes de France de mentionner à l'intérieur de l'enveloppe dans laquelle ils nous envoient des souscriptions la ville et le département où ils se trouvent. Cela facilitera le travail de l'administration. Ne manquez pas non plus de nous adresser de courts récits expliquant par exemple, comment vous vous y êtes pris pour réussir une souscription de masse ou par quels moyens vous comptez réaliser votre plan de souscription. Mettons l'émulation entre différentes villes et campagnes de France au service de la bataille financière et politique, dans le cadre bien entendu des possibilités inégales et différentes et en essayant de développer la souscription de masse.

Envoyez-nous sans hésiter vos suggestions et remarques.

Supplément à réabonnement	
A	150 F
B/C.H.	50 F
H/I	120 F
L/G	25 F
A/L	14 F
B/P	150 F
Q/M.	50 F
L.M.C	60 F
E/N.	40 F
P/J.B	95 F
S/J.P	25 F
B/T.H.	5 F
C/M.	12 F
L/Y	180 F
B/M.N	45 F
C/M.	120 F
G/R.	25 F
F/A.M	60 F
R/M.	220 F
G/P	30 F
R/CH	10 F
L/B	30 F
G/R.	10 F
F/F	70 F
J/D	60 F
94.	110 F
C.D Catelas	5 F
Une travailleuse immigrée	200 F
Pour les 100 millions	
Des stagiaires –stages	
PCMLF d'éducation (avril)	688 F
Pour la bataille des 100 millions	
Meeting/Nantes	120 F
Un employé municipal	200 F
C.D Seimandi	110 F
Un enseignant soutien au quotidien	200 F
CDAG P. Semard L/S.	160 F
C.D Politzer	68 F
Soutien hebdo (mai) M/D	60 F
Soutien à HR M/PH	15 F
C.P Commune de Paris du PCMLF	400 F
Un camarade sur son salaire	500 F
Centre-Bretagne	500 F
Suppément à réabonnement L/D	10 F
C.D Ho Chi-minh	271 F
Nouveau total au 17/5/1978.	163 624 F

ABONNEMENT

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :
Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

Télévision

MERCREDI 24 MAI :
21 h 25 – ANTENNE 2 : NON A L'APOCALYPSE

Une session de l'ONU sur le désarmement va avoir lieu très bientôt. Cette émission est une sorte d'introduction à cet événement. Les informations qui seront données et les reportages seront certainement intéressants. Bien sûr, le titre même l'indique, la vision de cette soirée sur l'armement nucléaire a de fortes chances de donner une image effrayante de l'avenir. Parmi les reportages annoncés, un sur les USA et leur armement nucléaire, un document sur l'armée soviétique, une enquête sur l'armement nucléaire français, etc...

Un sujet passionnant et d'une actualité brûlante.

VENDREDI 6 MAI
20 h 30 – FR3 : LES MERCENAIRES DE LA MER

Ces mercenaires, ce sont les pavillons de complaisance. Les navires circulant sous de tels pavillons sont de plus en plus nombreux. Ils sont à l'origine bien souvent de catastrophes telles que les marées noires de l'Amoco Cadiz, de l'Olympic Bravery et du Torrey Canon qui chez nous ont souillé les côtes bretonnes ces dernières années. Le Libéria, Panama, Chypre, la Somalie et Singapour sont les pays qui abritent les bateaux sous pavillon de complaisance. De tels pavillons offrent aux armateurs des nombreux pays qui les utilisent de nombreux avantages financiers, politiques et leur permet de ne pas respecter les lois sociales à l'égard des marins qu'ils embauchent. Une émission qui permettra espérons-le de faire la lumière sur ces brigands des mers que sont les armateurs qui utilisent ces pavillons.

Trois cents litres de cyanure

Trois cents litres de cyanure ont été déversés accidentellement dans un ruisseau vosgien, causant un préjudice sérieux à la flore et à la faune.

Le mauvais fonctionnement d'un robinet de vidange d'une cuve contenant des eaux usées mélangées aux résidus de cyanure, d'une usine de tubes métalliques installée en amont du ruisseau, le « Néume » à Corcieux (Vosges), est, semble-t-il, à l'origine de cette pollution constatée jeudi.

Le cyanure est un poison violent.

La boisson «au goût d'orange» fait de la publicité mensongère

La société « *Général Foods France* » qui produit la boisson en poudre « *Tang* » a été condamnée à 20 000 F de dommage et intérêts pour publicité mensongère. Le tribunal de Versailles a estimé qu'il était abusif d'affirmer que cette boisson était rafrîchissante « *au bon goût d'orange pressée* » alors que la poudre vendue en sachet contient 85 % de sucre, des substances chimiques et une trés faible proportion d'huiles d'oranges. La publicité figurant sur les paquets représentant un liquide orange, une fleur d'oranger et une pelure d'orange doit disparaître d'ici un mois.

La régulation de la circulation mène au péage

L'expérience de régulation de la circulation sur les autoroutes de la banlieue parisienne se poursuit Les autorités donnent comme motif de cette expérience la lutte contre les bouchons qui se produisent régulièrement à certaines heures de la journée. Or il semble que cette expérience entre dans un projet bien moins avouable qui est d'instaurer des péages sur ces portions d'autoroutes de la région parisienne, portions trés fréquentées chaque jour. Il faudrait donc payer l'autoroute pour l'emprunter sur les quelques dizaines de kilomètres qui actuellement ne sont pas soumis au péage.

Étant donné qu'il n'existe pas d'autres solutions pour se rendre rapidement à Paris pour les centaines de milliers d'habitants de la banlieue qui travaillent dans la capitale, le péage constituerait une rentrée d'argent conséquente que l'État envisage de récupérer.

Même des députés et sénateurs des partis de droite ont protesté contre un tel projet qui est au bout, eux-mêmes le disent, de l'actuelle expérience de régulation de la circulation.

• Billy-Montigny (Nord)

Quand le maire PCF nous invite... et que nous acceptons l'invitation

Cette correspondance présente un grand intérêt non seulement du point de vue culturel mais surtout du point de vue politique. Elle montre comment il est possible de nouer des liens avec des militants du PCF et quelle est la nature objective des contradictions qui nous opposent à la majorité d'entre eux, contradictions qui se situent au sein du peuple.

Vendredi 12 mai, la troupe du théâtre du Printemps débarque au grand complet à Billy-Montigny (région minière du nord de la France). Ce soir, ce n'est pas une représentation habituelle : on joue à la salle des fêtes, au cœur même de la municipalité PCF. Un fief. Alors, il faut en mettre un coup !

A 20 h 30, une centaine de personnes est là. Des femmes, des jeunes, quelques immigrés... et le conseil municipal. Il faut dire que la municipalité a assuré une bonne partie de la propagande dans la commune : tracts dans les écoles, affiches, programmes culturels. Ils savent également qui nous sommes. On se fait donc face.

Dans la salle, quand le délégué menchévik, Tisanchok, s'agite comme un pantin, des rires fusent. Quand la femme du patron pique ses crises d'hystérie, on rie également. L'ambiance est bonne ; suffisamment pour faire reprendre le chant final par les spectateurs et organiser une collecte : 500 F !

UN DÉBAT CONFIANT

Suffisamment aussi pour aborder le débat avec confiance. Il est rapidement très politique ; de façon évidente, les militants qui sont présents dans la salle ont envie de discuter et nous aussi. C'est une bonne base de départ. La discussion s'engage donc surtout avec ces militants du PCF, membre du conseil ou non. Toutes les questions d'actualité y passent : les élections et l'échec de la gauche, le rôle de la violence et la tactique du PCF, les luttes et le rôle des délégués et des syndicats, nos perspectives.

L'échange est parfois passionné mais jamais agressif ou insultant. Et quand le maire nous dit que la gauche n'aurait sans doute pas échoué si les 1 % que nous représentons s'était reporté sur eux, un militant du PCF rit avec nous : ce n'est vraiment pas sérieux comme argument !

La discussion s'est poursuivie autour d'un « pot » offert par la municipalité. Bien sûr, certains d'entre nous ne se sentaient pas très bien dans leurs souliers. Il faut bien avouer que nous n'avons pas l'habitude de trinquer avec les « révis » ! Pourtant, nous n'avons guère « perdu la face » en levant nos verres, tous ensemble, à la troupe et à la victoire de la classe ouvrière. Et puis, ce n'est pas tous les jours qu'un maire « révisionniste » vous dit qu'il est tout à fait d'accord pour critiquer les délégués CGT ou PCF qui votent des licenciements dans les comités d'entreprise ! (bien sûr, ça ne mange pas de pain pour lui de le dire, mais c'est toujours bon à ressortir...).

UNE EXPÉRIENCE POSITIVE

Ce qui est sûr pourtant, c'est que selon les dires mêmes des camarades qui nous ont fait inviter, c'était la première fois qu'une discussion réelle s'engageait avec des militants du PCF, engagés à fond dans ce parti.

Vendredi soir, nous avons vu aussi que les gens ne sont pas toujours où on voudrait qu'ils soient. Nous, tout blanc, les autres tout noir. La réalité ne se réduit vraiment pas à ce schéma simpliste. De même que les militants de base du PCF, ce n'est pas seulement ceux qui se contentent d'avoir leur carte.

Abandonner les préjugés et analyser sur place, concrètement, quelles sont les véritables contradictions qui nous opposent aux gens qui nous font face, c'est cela aussi le nouveau style que nous devons adopter si nous voulons vraiment toucher les militants de base du PCF.

Une riche soirée donc qui montre que nous avons tout à gagner et vraiment pas grand chose à perdre à nous lancer dans ce genre d'initiative, à oser voir grand.

Appel au boycott du congrès international de génétique de Moscou

Le Comité de défense des biologistes, prisonniers d'opinion, a lancé vendredi un appel à la communauté scientifique internationale lui demandant de boycotter le 14e congrès international de génétique qui doit se tenir à Moscou du 21 au 30 août 1978. Cet appel a été fait pour protester contre la détention d'un biologiste soviétique, Sergei Kovalyov, dans un camp de travail à régime sévère. En 1977, ce comité avait obtenu la libération d'un autre biologiste Sandor Aranciba emprisonné au Chili. Il apporte également son soutien au projet de boycott du congrès de cancérologie de Buenos-Aires.

• Tour Montparnasse

Plusieurs centaines de signatures pour le boycott du mundial

A l'invitation de l'Union Interprofesionnelle de base CFDT (Montparnasse), le Comité COBA du 14e arrondissement et Amnesty international ont tenu un stand à la sortie du restaurant inter-entreprises de la tour Montparnasse, le 17 mai 1978 de 12 h à 14 h.

La dénonciation du rôle que joue la Coupe du monde de Football 1978 pour redorer le blason de la junte argentine dont les mains sont rouges du sang du peuple argentin, a rencontré un large écho parmi le personnel travaillant dans la tour Montparnasse, et permis de recueillir plusieurs centaines de signatures pour la pétition nationale du COBA d'appel au boycott.

Que cette action ait pu avoir lieu malgré les menaces d'expulsion de la part de la société gérant de la tour, constitue un succés pour le personnel y travaillant, qui, rappellons-le, n'a aucun droit d'expression sur son lieu de travail, si ce n'est pour des questions purement d'ordre corporatiste.

A Paris, le 17 mai 1978

L'UIB CFDT Montparnasse

LA DICTATURE EN ARGENTINE

Exploitation accrue mais luttes populaires

Voici la suite de l'interview d'un syndicaliste argentin. La première partie traitait de la situation en Argentine avant le coup d'État de Videla.

HR : A propos de la dictature, on parle beaucoup de la répression, des disparitions et des tortures. Mais quelle est la base économique de cette politique ?

– R : Le projet économique de Martinez de Hoz (ministre de l'Économie de Videla), c'est de donner davantage de profits à l'oligarchie et à l'impérialisme. Pour cela, il faut *modifier la structure de l'économie en faveur de l'agriculture et des industries qui lui sont liées*, par exemple, la production d'acier, l'énergie ou les transports. On veut exporter des produits agricoles déjà transformés, contrairement à ce qui se passait en 1930 où ils étaient transformés à l'étranger.

Pour atteindre cet objectif, il faut *réduire le marché intérieur*, ça veut dire à la fois exporter davantage et baisser les salaires industriels, donc augmenter les profits. Par exemple, on produit, en Argentine, des R12 et des 504 avec des salaires dix fois plus bas qu'en France ! Alors que toutes les branches industrielles étaient implantées en Argentine, on assiste de plus en plus à la fermeture d'entreprises liées au marché intérieur, comme le textile, ou celles produisant des biens de consommation (frigos, télés, etc.). Et les impérialistes peuvent racheter ces entreprises à bas prix !

Pour donner une idée de l'exploitation et de la réduction du marché intérieur, il suffit de dire que *le salaire réel a baissé de 60 % depuis 1976*, et que le coût de la vie est le même qu'en France alors que le salaire moyen tourne autour de 300 à 350 F par mois. Le résultat de la politique économique de Martinez de Hoz, c'est la misère complète pour le peuple argentin.

HR : Malgré la répression, la classe ouvrière argentine a mené d'importantes luttes depuis le coup d'État, quelles formes prennent ces luttes ?

– R : Notre peuple possède une histoire très riche. L'Argentine est le premier pays d'Amérique du Sud a être devenu indépendant de l'Espagne, officiellement en 1816, mais le premier gouvernement patriotique date de 1810. Le général San Martin a dirigé une guerre de quinze années contre les Espagnols, avec une armée populaire constituée de paysans. Ensuite, il y a eu soixante années de guerre civile, et à la fin l'oligarchie l'a emporté (1880) en liaison avec l'impérialisme anglais, contre la paysannerie.

Ensuite, depuis le début du siècle, le prolétariat a mené des luttes fréquentes, dont j'ai parlé tout à l'heure. Ces traditions de lutte expliquent les combats d'aujourd'hui. Dès le coup d'État, il y a eu une grève de protestation de 100 000 ouvriers, dans les principales usines du pays. *Une seule force politique a appelé à cette grève*, le Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine (PCMLA).

Car toutes les forces bourgeoises sont restées dans l'expectative, les Montoneros aussi. L'ERP (Armée révolutionnaire du peuple, trotsko-castriste – NDLR –) pensait que Videla pouvait être un démocrate et disait que le peuple ne devait pas défendre le gouvernement d'Isabel Peron.

Ensuite, il y a eu de nombreux mouvements de lutte dans l'industrie automobile, dans l'électricité, chez les dockers, etc. Ces mouvements ont connu leur apogée en octobre-novembre 1977 (grèves des cheminots, des transports, de l'automobile, de l'électricité...). Malgré des conditions très difficiles, le peuple a su trouver de nouvelles formes d'action : sabotages, ralentissement des cadences, grèves non-déclarées. Car, après le coup d'État, les grèves et les protestations collectives ont été interdites, la CGT suspendue. Seules les réclamations individuelles sont autorisées afin de briser l'unité de la classe ouvrière.

Par exemple, à la Fiat de Buenos Aires, une usine de montage de 4 000 ouvriers, les travailleurs ont fait la queue devant le bureau du personnel, chacun pour faire une réclamation individuelle. Le travail s'est arrêté pendant quatre heures. C'est une des façons de faire grève sans le déclarer.

Il y a aussi des sabotages de machines, presque quotidiens, qui empêchent le travail. Bien sûr, les nouvelles formes d'organisation sont beaucoup plus clandestines et la lutte est plus difficile, mais elle continue et se développe. On désigne des délégués sans dire qu'ils sont délégués, on s'organise dans des sections syndicales clandestines. Mais il faut faire attention, car si les militaires te découvrent, ils t'assassinent.

HR : On sait qu'il y a eu des grèves importantes à Renault-Argentine, l'une des plus grosses entreprises du pays, en particulier à Cordoba...

– R : Oui, depuis le coup d'État, il y a eu sans arrêt des luttes chez Renault, surtout en octobre 1977. A ce moment-là, le mot d'ordre était de rester chez soi et de ne pas aller à l'usine, mais les militaires ont toutes les adresses, ils ont appelé à revenir à l'usine. Les ouvriers les moins avancés y sont allés, par peur des représailles, mais l'armée les a tellement frappés qu'ils sont repartis aussitôt.

Une fois, il y a eu une assemblée où le directeur français a demandé la reprise du travail, les ouvriers ont répondu par des huées et des jets de boulons. Le directeur s'est enfui, protégé par des boucliers de métal, pour éviter d'être tué. C'était la réponse des ouvriers à la direction de Renault.

Une autre fois, on a jeté de l'acide dans la piscine de peinture où sont plongées les carrosseries. Quand tout le montage a été achevé, la peinture a commencé à tomber. Il a fallu tout redémonter, repeindre, recommencer à zéro. C'était une action de sabotage, ça fait partie de nos traditions de lutte.

Cordoba : les ouvriers de Renault dans la rue.

12 F pour un litre de lait ...

Les travailleurs argentins sont surexploités dans les entreprises étrangères, y compris les entreprises françaises. Le salaire réel des travailleurs a diminué, depuis le coup d'État de mars 1976, de plus de 60 % en deux ans. Le chômage frappe 15 % au moins de la population active. L'inflation se poursuit à des rythmes records : 350 % en 1976, plus de 150 % en 1977. Aujourd'hui pour le travailleur argentin, la misère est la règle.

Cela signifie que l'ouvrier argentin se trouve dans la situation où se trouverait le travailleur français payé au SMIC s'il devait débourser :

7 F pour un kilo de pain,
45 F pour un kilo de viande,
12 F pour un litre de lait,
14 F pour un litre de vin ordinaire,
500 F pour une paire de chaussures,
600 F pour un pantalon,
14 000 F pour un réfrigérateur,
140 000 F pour une petite voiture.

Extrait de la brochure « ARGENTINE : l'impérialisme français en question » du CSLPA.

ÉCHEC DE L'OFFENSIVE A ASMARA EN ÉRYTHRÉE

D'après les informations fournies par le journal « Alayam » du Soudan, l'offensive éthiopienne, commencée mardi dernier contre l'Érythrée, semble se heurter à de nombreuses difficultés. Les troupes du FLE (Front de libération de l'Érythrée) qui combattent autour de la capitale Asmara ont expliqué que, le premier jour, les combattants érythréens avaient effectué un retrait tactique de quelques villages à l'ouest d'Asmara bombardés par l'armée éthiopienne, appuyée par des éléments russes, des Cubains, Est-allemands et Sud-yéménites. Par la suite, les troupes du FLE sont parvenues à infliger de lourdes pertes à cette armée, les contraignant à se replier dans Asmara.

Dans la ville assiégée par les combattants, la population commence à éprouver des difficultés à trouver de l'eau et de la nourriture. Enfin, de fortes pluies sont tombées dans la région entravant la mobilité de l'arrivée éthiopienne, gênant son offensive contre le peuple érythréen.

LE SIONISME AU QUOTIDIEN

Alors que le gouvernement israélien a pris la décision dimanche de retirer ses troupes du sol libanais d'ici le 15 juin, il continue sa politique de terreur en Israël et dans les territoires occupés.

Dans le Néguev, une partie de la Palestine occupée, Israël a voulu expulser les Bédouins des terres sur lesquelles ils sont installés depuis des temps immémoriaux. Leurs maisons et baraquements ont été entièrement détruits. En Cisjordanie, Israël a établi une nouvelle implantation à Tapouah. Le but de cette nouvelle implantation est de renforcer leur domination sur la région située au nord de Jérusalem.

Enfin, toujours en Cisjordanie, le couvre-feu a été imposé, dimanche à l'aube, au camp de réfugiés à Aska (près de Naplouse) où un cocktail molotov a été lancé dans la nuit sur un véhicule de l'armée.

Des renforts des forces de répression dépêchés par le gouvernement israélien dans le camp avaient été accueillis à coups de pierres et de bouteilles. Les sionistes ont commencé à arrêté plusieurs dizaines d'habitants du camp.

ARGENTINE : ARRESTATION DU PRÉSIDENT D'UNE ASSOCIATION POUR LES DROITS DE L'HOMME

Le président de la Ligue argentine pour la défense des droits de l'homme, M. Antonio Sofia, a été arrêté jeudi dernier à Buenos-Aires par la police fédérale, et son lieu de détention reste inconnu, annonce dimanche cette association.

M. Antonio Sofia, 76 ans, est président de cette association depuis 1943.

Avec d'autres associations, dont l'Assemblée permanente pour les Droits de l'homme, la Ligue a publié la semaine dernière, dans le quotidien conservateur « La Prensa », la liste d'environ 3 000 personnes disparues en Argentine depuis l'arrivée au pouvoir des militaires en mars 1976.

CONGRES DES RADICAUX DE GAUCHE PAS DE CHANGEMENT DE POLITIQUE

Le congrès des radicaux de gauche s'est terminé comme il avait commencé, dans une certaine confusion. Ce congrès qui avait un caractère extraordinaire se tenait après l'échec des radicaux de gauche aux dernières législatives, qui avait provoqué la démission de Robert Fabre. Un nouveau président devait être élu. Michel Crépeau l'a finalement emporté sur Jacques Maroselli. Derrière le choix des hommes, il y avait en fait, pour le Mouvement des radicaux de gauche, un choix politique. L'élection de M. Crépeau c'est la persistance des radicaux de gauche dans l'Union de la gauche en alliance privilégiée avec le PS. Maroselli soutenu par Fabre représentait une tendance qui voulait prendre ses distances vis-à-vis de la gauche et du PS et se rapprocher par le fait même des centristes et en particulier des radicaux qui soutiennent Giscard.

UN CONSEILLER GÉNÉRAL DÉMISSIONNE DU PCF

André Terrisson, conseiller général du canton de Florac en Lozère a annoncé samedi sa démission du PCF. Il a motivé cette décision par l'insuffisance de démocratie interne. « J'estime, a-t-il déclaré, à l'AFP, que la PCF a sa part de responsabilité dans l'échec de l'Union de la gauche aux élections législatives. Il eût dont fallu, à la suite de cet échec, instaurer un large débat partant de la base, c'est-à-dire des cellules de notre parti ».

MANIFESTATIONS CONTRE SUPER-PHÉNIX

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté dimanche devant la mairie de Briord dans l'Ain près du site du surrégénérateur super-Phénix de Creys-Malville. Les habitants voulaient protester contre le simulacre de consultation que représente la proposition d'enquête publique concernant le rejet des eaux de refroidissement du futur surrégénérateur. L'enquête n'est ouverte que dans deux communes, Creys et Briord alors que toutes les communes en aval sur le Rhône sont concernées.

Coupe du monde de football en Argentine

Le rédacteur en chef de «l'Equipe» s'inquiète des atteintes aux droits de l'homme

Les dirigeants du Parti communiste français ne cessent de dire qu'ils sont les meilleurs défenseurs des libertés. Leur attitude par rapport à la coupe du monde de football prouve que leur défense des libertés est très souvent verbale. On sait que la direction du PCF est contre le boycott de la Coupe.

Mieux, au 20e congrès de l'union des journalistes sportifs dont une partie s'est déroulée autour du thème de la Coupe du monde, le directeur du journal « L'Équipe », Jean Farran, qui déjà au cours d'une émission télévisée sur le football avait fait état de ses préoccupations au sujet du régime argentin, a proposé une motion qui dit en substance : « *L'USJF (Union syndicale des journalistes sportifs) a par ailleurs estimé qu'elle ne restait pas insensible aux atteintes que subissent les droits de l'homme en Argentine et dont sont victimes notamment des journalistes.* »

Elle a décidé de demander aux autorités de ce pays de prendre, à l'occasion du rendez-vous de la presse mondiale, des mesures de clémence et de justice en faveur des journalistes emprisonnés ou disparus.

Le Congrès a repoussé cette motion très positive. Il est à signaler particulièrement que le président de L'USJF, Maurice Vidal, a voté contre. Or Monsieur Vidal est non seulement membre de la CGT mais membre du PCF. Il est l'un des principaux journalistes de la presse sportive de ce Parti.

Après ceci, la direction du PCF parlera de défense des libertés. Les actes eux sont là.

Nous devons faire connaître la position de la direction de ce parti largement aux travailleurs, en particulier à ceux qu'il influence.

MANIFESTATION DU DU COBA A METZ

Une centaine de manifestants ont défilé samedi après-midi dans les rues du centre de Metz à l'appel du COBA.

Dans un tract distribué aux passants, les manifestants réclament le boycott de la Coupe du monde en Argentine qui constitue la forme la plus responsable, juste et efficace de solidarité avec le peuple argentin.

Les membres du COBA estiment qu'il ne faut pas jouer au football entre les camps de concentration et les chambres de torture.

Après avoir barré une rue pour y disputer un match de football, les manifestants se sont dispersés sans incident.

LES INSPECTEURS DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS POUR LE BOYCOTT

Le 33e congrès du syndicat national des Inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs, qui s'est tenu à Digne (Alpes de Haute-Provence) a voté une motion demandant le boycott de la Coupe du monde de football en Argentine.

UNE LETTRE OUVERTE AUX JOUEURS TUNISIENS

Les Comités d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie ont appelé vendredi les joueurs de l'équipe de football tunisienne « *à boycotter la Coupe du monde en refusant de partir jouer en Argentine* ».

« *Dans les conditions actuelles de répression en Argentine et en Tunisie, le boycott de la Coupe du monde paraît la seule réponse conséquente et responsable* », affirme une lettre ouverte aux joueurs de l'équipe de Tunisie publiée à l'occasion du match de football France-Tunisie joué vendredi soir à Paris. Par ce boycott, « *vous montrerez de façon évidente votre solidarité avec les peuples tunisien et argentin, et avec tous les peuples en lutte contre l'exploitation et la répression* » conclut la lettre.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

OCCUPATION D'UNE USINE EN HAUTE-GARONNE

Plusieurs dizaines de grévistes occupent depuis jeudi soir l'usine « Cannon Electric » de Colomiers à proximité de Toulouse. Cette usine est une filiale d'ITT. Les revendications portent essentiellement sur les conditions de travail et les salaires. Les ouvriers réclament une augmentation de salaire de 300 F et la 5 e semaine de congés payés.

TROIS CENTS AGRICULTEURS MANIFESTENT DEVANT LA COUR D'APPEL DE BOURGES

Trois cents agriculteurs environ du département du Cher ont manifesté vendredi après-midi devant la cour d'appel de Bourges pour soutenir l'un d'entre eux, exploitant à Civray, M. Paviot qui s'était vu consentir il y a huit ans un bail de neuf ans par un propriétaire. Mais ce dernier prétextant une reprise pour une exploitation personnelle lui avait donné congé en mars 1977 soit sept ans seulement après la signature de bail. Le tribunal des baux ruraux annula le congé. L'affaire revient ensuite devant la cour d'appel. Dans la salle, une cinquantaine d'agriculteurs étaient présents.

Fusillade à Orly

Une action qui ne sert pas la cause palestinienne

Samedi vers 15 h 40, une fusillade éclatait à l'aéroport d'Orly, au milieu des passagers en partance sur un vol de la compagnie israélienne El Al. Elle mettait aux prises trois terroristes dont la nationalité est inconnue aux CRS de l'aéroport. Les trois premiers ont été tués. Un CRS a été également tué. Six autres personnes ont été blessées.

L'action de ce commando attribuée par la presse, à la Résistance palestinienne pose une nouvelle fois la question du terrorisme: Comme par le passé, cette action coupée des masses palestiniennes et qui ne peut recevoir aucun appui des travailleurs dans notre pays, bien au contraire, a révélé sa particulière inefficacité.

L'OLP, seul représentant de la Résistance palestinienne a toujours rejeté le terrorisme comme méthode d'action.

Le terrorisme au contraire a toujours permis à la bourgeoisie et à l'impérialisme de renforcer son appareil et ses méthodes répressives et même dans certains cas, de mobiliser l'opinion en faveur de cette répression.

PALESTINE VIT ET RÉSISTE

Avec le Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne
(Chants, danses, poèmes, artisanat, spécialités palestiniennes)
et le Dr Fathi Arafat,
président du Croissant rouge palestinien

DIMANCHE 28 MAI DE 14 A 19 H
Mutualité - 24, rue St-Victor. Paris - 5e
Mo Maubert-Mutualité)

Union générale des étudiants de Palestine
Association Médicale Franco-Palestinienne

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978